

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE CHICOUTIMI

No. : 150-17-005129-249

C O U R SUPÉRIEURE

Chambre civile

CHARLES OLIVIER,

Partie demanderesse

c.

META PLATFORMS INC.

Attn: Legal Department

1 Meta Way

Menlo Park, California, USA, 94025

Partie défenderesse

Présentation de la pièce P-37

AU SOUTIEN DE SA DEMANDE, LA PARTIE DEMANDERESSE SOUMET CE QUI SUIT :

P-37 : Preuves aussi évidentes qu'officielles du programme de censure de META

(Et représentant plus spécifiquement la retranscription, par le demandeur, des passages clés des articles et vidéos présentés dans la toute première section de la pièce P-6, et donc plus spécifiquement sur la page suivante, crée par le demandeur :

<https://www.refairelemonde.biz/covid/more/poursuiteFb.html>

1) Article de Nathalie Elgraby : « [Censure sur les réseaux sociaux en rapport à la Covid](#) »

Mark Zuckerberg, le PDG de Meta, a avoué publiquement ce que beaucoup soupçonnaient déjà, à savoir qu'il a pratiqué la censure à la demande du gouvernement américain. En l'occurrence, il a censuré certains contenus liés à la COVID-19, y compris les billets d'humour et satiriques, ainsi que les publications relatives à un article du *New York Post* portant sur des allégations de corruption impliquant la famille Biden.

Les motivations derrière cet aveu restent floues. Seul Zuckerberg sait s'il s'agit d'un acte de contrition sincère ou d'une manœuvre stratégique pour regagner la confiance d'utilisateurs désabusés face aux algorithmes manifestement complices d'un discours imposé.

Questions

Chose certaine, loin de clarifier la situation, la confession de Zuckerberg a ouvert une boîte de Pandore, libérant un tourbillon de questions troublantes.

Si Washington a demandé à Meta de censurer, est-ce là la pointe de l'iceberg d'une emprise plus vaste et plus systématique? À quels autres médias, sociaux ou traditionnels, a-t-il adressé la même demande? Qui s'est soumis au joug gouvernemental pour transformer un outil de libération de la parole en arme de répression massive?

On peut également se demander ce que vaut une plateforme de médias sociaux qui accepte d'être une vulgaire courroie de transmission pour les discours autorisés par l'État. Quelle confiance accorder à un vecteur de propagande gouvernementale qui étouffe toute voix dissidente pour mieux imposer la doxa?

Et si le gouvernement américain a pris pareille initiative, qu'en est-il des gouvernements canadien et québécois? Sont-ils coupables des mêmes dérives autoritaires?

Crise

En confirmant que la censure a infiltré nos démocraties, Zuckerberg a légitimé la crise de confiance dont souffrent plusieurs plateformes.

Pour y remédier, il faudra davantage d'aveux et, idéalement, une enquête indépendante sur l'ampleur de l'ingérence étatique. Il faudra surtout que les plateformes comprennent que censurer, et donc trahir la confiance des utilisateurs, n'est pas un modèle d'affaires viable à long terme!

Extrait du post Facebook intitulé : « [Zuckerberge parle de la liberté d'expression...](#) »

Zuckerberg : « Nous allons nous débarrasser des factcheckers, et les remplacer par des notes de la communauté, similaires à X. Il est temps de revenir à nos racines autour de la liberté d'expression. C'est cool. »

2) Passages tirés du lien intitulé : « [Meta ends fact-checking program as Zuckerberg vows to restore free expression on Facebook, Instagram](#) »

Meta met fin à son programme de vérification des faits et lève les restrictions d'expression afin de « restaurer la liberté d'expression » sur Facebook, Instagram et Meta, reconnaissant que ses pratiques actuelles de modération de contenu sont « allées trop loin » .

« Nous allons revenir à nos racines et nous concentrer sur la réduction des erreurs, la simplification de nos politiques et la restauration de la liberté d'expression sur nos plateformes », a déclaré Mark Zuckerberg, PDG de Meta, dans une vidéo publiée mardi matin. « Plus précisément, nous allons supprimer les vérificateurs de faits et les remplacer par des notes communautaires similaires à X, dès les États-Unis. »

3) Passages tirés du lien intitulé : « [Trump : Brendan Carr, le régulateur qui veut « démanteler le cartel de la censure » des Gafam](#) »

Critique féroce des géants de la tech, Brendan Carr a d'ores et déjà annoncé la couleur en réagissant à sa nomination sur le réseau social X. « Nous devons démanteler le cartel de la censure », imposé selon lui par les géants de la tech que sont Facebook, Google, Apple ou encore Microsoft, « et restaurer le droit à la liberté d'expression des Américains ».

« L'organisme orwellien nommé NewsGuard, ainsi que des groupes de "vérification des faits" et des agences de publicité, ont contribué à faire respecter les récits unilatéraux », avait-il déjà déclaré sur X vendredi.

4) Passages tirés du lien intitulé : [« Démanteler le cartel de la censure » : l'administration Trump annonce déjà la couleur pour les télécoms aux États-Unis »](#)

Vu comme un « guerrier de la Liberté d'Expression » par le président américain, Carr a vivement exprimé son souhait de transformer le rôle de l'organisme de régulation.

« Facebook, Google, Apple, Microsoft et d'autres ont joué un rôle central dans le cartel de la censure » peut-on lire sur son profil X. Critique des organismes de vérification d'informations comme NewsGuard qu'il qualifie d'orwellien, Carr est persuadé que des entreprises de ce type ont « contribué à faire respecter les récits unilatéraux ».

5) Passages tirés du lien intitulé : [« Justice. Le gouvernement américain accusé d'avoir imposé une "censure" aux réseaux sociaux »](#)

Jusqu'où peuvent aller les autorités qui entendent limiter la désinformation en ligne ? C'est la question essentielle posée devant la Cour suprême des États-Unis lundi 18 mars : des États républicains accusent l'exécutif démocrate d'avoir enfreint la liberté d'expression. Une plainte qui s'inscrit dans une contre-offensive des pro-Trump contre la "censure de gauche".

6) Extraits du vidéo intitulé : [« Censure sur les réseaux sociaux en rapport à la Covid »](#) (quoique concernant plus spécifiquement Twitter)

À quoi ont-ils pensé en censurant des docteurs?

Ils communiquaient avec le FBI et le gouvernement sur une plate-forme privée nommée IIRA.

7) Passages tirés du lien intitulés : [« Trump signe un décret contre la 'censure' »](#)

Le décret de Trump accuse son prédécesseur, Joe Biden, de « censurer le discours des Américains sur les plateformes en ligne » et de faire pression sur les entreprises de médias sociaux pour « modérer, supprimer ou supprimer de toute autre manière les discours que le gouvernement fédéral n'a pas approuvés ».

Le propriétaire de Facebook, Mark Zuckerberg, a également admis plus tôt ce mois-ci que les autorités avaient fait pression sur sa plateforme pour qu'elle supprime des contenus considérés comme de la désinformation sur la Covid, notamment des memes sur la vaccination. Il a depuis fermé les services américains de vérification des faits, qu'il a reconnus comme étant « politiquement biaisés ».

"Under the guise of combatting 'misinformation,' 'disinformation,' and 'malinformation,' the federal government infringed on the constitutionally protected speech rights of American citizens across the United States in a manner that advanced the government's preferred narrative about significant matters of public debate. Government censorship of speech is intolerable in a free society," the Trump order states.

8) Passages tirés du lien intitulé : « [Trump : "Le cartel de la censure doit être démantelé et détruit"...](#) »

Donald Trump : « Le cartel de la censure doit être démantelé et détruit. Les agents dans notre système et institution qui ont participé à la censure ainsi qu'à l'étiquetage des gens avec le terme désinformation et mis-information seront punis gravement. »

« Les tyrans de la Silicon Valley manipulent et réduisent au silence le peuple américain, suppriment des informations vitales sur tout, des élections à la santé publique. »

9) Extraits de l'entrevue théâtrale : « [Joe Rogan Experience #2255 - Mark Zuckerberg](#) »
Mark Zuckerberg :

« Nous venons de faire face à une pression massive, massive, pour commencer à censurer le contenu sur des bases idéologiques.

J'étais vraiment inquiet dès le début de devenir en quelque sorte ce genre de décideur de ce qui est vrai dans le monde... Je veux dire, c'est une position assez folle dans laquelle se trouver (pour) des milliards de personnes (plus d'un tiers de la planète !) qui utilisent votre service ! »...

« Nous avons mis en place ce système (à propos de canulars évidents), et à partir de là, les choses ont dévié »...

Le but n'était pas de juger les opinions des gens, mais (...) Cela n'a jamais été accepté par les gens, en général ... Les gens estimaient que les vérificateurs de faits étaient trop partiiaux ... (pas tellement en ce qui concerne les règles par rapport au type de choses que les vérificateurs de faits allaient vérifier en premier lieu ...)

On dirait... 1984 ! ... C'est vraiment une pente glissante ! ... Et on en est arrivé à un point où, ok, ça détruit tellement la confiance, surtout ici aux États-Unis, d'avoir ce programme ! ... Et je suppose que c'est il y a quelques années que j'ai commencé à conclure qu'il fallait changer quelque chose à ce sujet...

(Concernant notamment les masques covid) « Cela a commencé à être vraiment difficile à suivre, et cela a commencé à atteindre son point le plus extrême pendant l'administration Biden, lorsqu'ils essayaient de déployer leur programme de vaccination. (Zucky pro vaccin mais), alors qu'ils essayaient de pousser ce programme, ils essayaient également de censurer quiconque s'y opposait. »

« Ils nous ont poussés à fond pour supprimer des choses qui, honnêtement, étaient vraies !...

Ils nous ont en gros poussés à retirer tout ce qui disait en gros que les vaccins avaient des effets secondaires (je ne vais pas faire ça !) ! »...

« Les gens de l'administration Biden ! »

Joe Rogan : « Il faut admettre qu'il est tout simplement impossible d'analyser (par

exemple) toutes les vidéos YouTube... vous allez utiliser tout un tas d'outils (comme des robots), ainsi que des gens qui rapportent des choses...

Zuckerberg : « Jim Jordan et la Chambre ont mené toute cette enquête et mis en place un comité sur la censure gouvernementale ... Nous avons produit tous ces documents, et tout est maintenant dans le domaine public (donc c'est documenté !)...

Ces gens de l'administration Biden appelleraient notre équipe, hurleraient et insulteraient ! Et en plus, tout est documenté, tout est connu ! Nous n'avons pas enregistré les appels téléphoniques, mais les e-mails, oui !

Et en gros, on en est arrivé à ce point-là où on s'est dit : « non, on ne va pas supprimer des choses qui sont vraies !... Et on ne va pas non plus le faire par humour ou par satire !...

Biden a déclaré, lors d'une conférence de presse : « Ces types tuent des gens ! », puis a commencé à enquêter et à s'en prendre à notre entreprise... C'était brutal !...

Rogan à propos de la santé métabolique (notamment les vitamines C et D) : « Cela signifie supprimer des informations qui peuvent aider les gens à se remettre de N'IM-ORTE QUELLE maladie, pas seulement du covid ! »

Zuckerberg est d'accord : 1984 est un manuel d'instructions !...

Rogan : « De nos jours, les gens s'informent à partir de multiples sources, et notamment des réseaux sociaux ; on ne peut pas commencer à restreindre cela simplement parce que cela ne vous convient pas idéologiquement ! »...

Zuckerberg : J'ai trop différé le type de critique des médias quant à ce que nous devrions faire ... Et, depuis lors, la confiance dans les médias s'est effondrée, donc je ne pense pas être le seul dans ce voyage ... Ce qui a été écrit à ce sujet n'est pas entièrement exact, et même si les faits sont exacts, c'est écrit de manière biaisée, la plupart du temps !...

Et puis, il y a eu la version gouvernementale, pendant le Covid, qui était comme ok, nos gouvernements nous disent de censurer les choses vraies, je veux dire... c'est un désastre !...

Je pense que la réaction au Covid a brisé une grande partie de la confiance envers de nombreux gouvernements à travers le monde ... 2024 a été une année électorale importante dans le monde entier, et le président en exercice a perdu chacune d'entre elles...

Le gouvernement devrait défendre ses entreprises... et non les attaquer !...

10) Extraits de l'entrevue intitulé : « Preuve que Facebook se voit coupable de censure d'opinions politiques à tout le moins dans le cadre du dossier palestinien »

Il était évident que les comptes évoquant la Palestine étaient censurés de manière inappropriée. Nous avons des milliers de cas similaires .

Meta a un parti pris anti-palestinien bien documenté.

Instagram supprime mes stories , ce post a été supprimé (shadowbans) ; chaque matin, je me réveille : ton post a été supprimé , j'ai découvert qu'Instagram a suspendu mon compte ...

Human Rights Watch a qualifié la censure du contenu lié à la Palestine par Meta de systémique et mondiale.

Nous avons discuté avec un ancien ingénieur technique de Meta, qui a été témoin de la suppression de comptes en temps réel, a tenté de remédier à la situation, puis a été licencié. Il porte maintenant plainte.

« Je suppose qu'ils ne pouvaient pas écrire « trop palestinien », comme raison !... »

Et il n'est qu'un des nombreux employés de Meta avec qui nous avons parlé d'une culture interne de suppression, de censure et de représailles au sein de la société de médias sociaux la plus puissante au monde...

- Avez-vous eu l'impression d'avoir une étiquette sur le dos parce que vous étiez trop explicite sur la question palestinienne ?

- Oui!

Nous avons découvert (...) les liens importants des entreprises avec Israël, qui impliquent d'importants décideurs politiques.

Un ancien militaire israélien se demande si la diffusion de contenus sur la Palestine est autorisée. C'est profondément perturbant.

Si des membres de votre famille ont été tués à Gaza, vous n'avez pas le droit d'en parler. Si vous en parlez, votre emploi est menacé.

Vous avez tous ces journalistes qui ont été assassinés à Gaza, ou qui ont été blessés, ou qui ont risqué leur vie, juste pour faire connaître ces histoires, et Meta, en tant que plateforme, les a complètement laissés tomber.

Une partie de votre travail consistait à examiner les comptes qui avaient été injustement censurés ou bannis ?

De nombreux utilisateurs de Meta ont affirmé que des publications pro-palestiniennes étaient supprimées, que des comptes étaient supprimés et qu'ils **perdaient l'accès à certaines fonctionnalités, comme la possibilité de passer en direct.**

Une enquête de Human Watch a confirmé que Meta avait même supprimé des commentaires comme « Free Palestine », ainsi que des emojis du drapeau palestinien.

Beaucoup de ces publications étaient classées à tort comme contenant une activité sexuelle ou de la nudité, signalées en interne comme « pornographiques » ; cela limitait considérablement la portée de son compte.

Certains messages étaient difficiles à regarder, mais ils n'étaient en aucun cas pornographiques.

Je trouve cela profondément offensant de qualifier de pornographiques des vidéos d'enfants blessés ou morts.

Concernant les comptes associés à la Palestine, le protocole habituel n'était pas respecté. Des tickets étaient ouverts, puis atténués, résolus et clôturés, avec le même horodage, ce qui indiquait qu'un membre de l'équipe ignorait les problèmes sans les enquêter réellement.

Deux collègues ont envoyé un message privé à Omar, lui disant d'arrêter de se pencher sur le problème, même si c'était son travail de le faire !...

- Que pensez-vous du fait que la procédure officielle n'a pas été suivie ?
- Cela m'a semblé vraiment étrange, peu professionnel... Je n'ai jamais vu ça dans aucune entreprise où j'ai travaillé !...

Omar raconte que même si beaucoup de ses collègues étaient au courant que certains posts de Mortaz étaient à tort étiquetés comme « pornographiques », ils sont restés étiquetés ainsi pendant des jours... et la seule personne qui a eu des ennuis a été Omar, celui qui l'a signalé.

Malgré des évaluations élogieuses au fil des ans, Meta l'a licencié, juste avant qu'il ne reçoive des centaines de milliers de dollars en actions de la société.

Ils ont prétendu que j'avais une relation personnelle avec Mortaz ; c'est (soi-disant) pour cela que mon contrat a été résilié.

Nous avons contacté Meta au sujet d'une série d'allégations, mais ils ont refusé de commenter le cas d'Omar.

Saguenay , Mercredi le 15 octobre 2025

CHARLES OLIVIER
Partie demanderesse

No. 150-17-005129-249
COUR SUPÉRIEURE District de Chicoutimi
CHARLES OLIVIER c. META PLATFORMS INC Partie demanderesse Partie défenderesse
Titre : Présentation de la pièce P-37
Copie pour la partie défenderesse
CHARLES OLIVIER